



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

RAA INDRE

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL
N°36-2020-111

PUBLIÉ LE 17 OCTOBRE 2020

Sommaire

DSC - Bureau de la Représentation de l'Etat et de la Communication Interministérielle

36-2020-10-17-001 - arrêté portant obligation du port de masque de protection pour les personnes de onze ans et plus sur l'ensemble des foires, marchés, brocantes et aux abords des établissements scolaires du département de l'Indre (4 pages)	Page 3
36-2020-10-17-003 - avis de l'ARS sur le projet d'arrêté portant diverses mesures visant à renforcer la lutte contre la propagation au virus COVID 19 dans l'Indre (1 page)	Page 8
36-2020-10-17-002 - portant obligation de renseigner un cahier de rappel dans tous les bars et restaurants du département de l'Indre (4 pages)	Page 10

DSC - Bureau de la Représentation de l'Etat et de la
Communication Interministérielle

36-2020-10-17-001

arrêté portant obligation du port de masque de protection
pour les personnes de onze ans et plus sur l'ensemble des
foires, marchés, brocantes et aux abords des établissements
scolaires du département de l'Indre



PRÉFET DE L'INDRE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction des Services du Cabinet

Service interministériel de défense et de protection civile

THIERRY BONNIER

Châteauroux, le 17-10-2020

Préfet de l'Indre

*Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite*

ARRÊTÉ n°

PORTANT OBLIGATION DE PORT DE MASQUE DE PROTECTION POUR LES PERSONNES DE ONZE ANS ET PLUS SUR L'ENSEMBLE DES FOIRES, MARCHÉS, BROCANTES ET AUX ABORDS DES ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES DU DÉPARTEMENT DE L'INDRE

- Vu** Le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2212-1 et suivants, L 2215-1, L 3221-4 et L 3221-5 ;
- Vu** le Code de la santé publique, notamment ses articles L3131-12, L3131-13, L 3131-15, L 3131-17, L 3131-9 et L 3136-1 ;
- Vu** Le code de la sécurité intérieure ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu** Le décret n°2020-1257 du 14 octobre 2020 déclarant l'état d'urgence sanitaire ;
- Vu** Le décret n° 2020-1262 du 16 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;
- Vu** le décret du 24 octobre 2018 portant nomination de M. Thierry BONNIER, en qualité de Préfet de l'Indre ;
- Vu** le décret du 27 mars 2019 portant nomination de Monsieur HABERT en qualité de Directeur Général de l'agence régionale de santé Centre – Val de Loire ;
- Vu** L'avis du 17 octobre 2020 du Directeur général de l'ARS Centre- Val de Loire concernant la situation épidémiologique dans le département de l'Indre;
- Considérant** Que l'Organisation Mondiale de la Santé a déclaré, le 30 janvier 2020, que l'émergence d'un nouveau coronavirus (Covid-19) constitue une urgence de santé publique de portée internationale ;
- Considérant** Le caractère actif de la propagation du virus SARS-Cov-2 sur le territoire national et les risques que la contraction de la maladie covid-19 pose pour la santé publique ;
- Considérant** que compte tenu de l'épidémie covid-19, l'état d'urgence sanitaire a été décrété à compter du 14 octobre 2020 ;

Considérant Que la loi du 9 juillet 2020 susvisée prévoit, en son article 1^{er}, d'une part, que le Premier ministre peut réglementer la circulation des personnes et réglementer l'ouverture au public, y compris les conditions d'accès et de présence, de certains établissements recevant du public et, d'autre part, qu'il peut habiliter les préfets à prendre toutes mesures générales ou individuelles d'application de cette réglementation ;

Considérant La nécessité de casser les chaînes de contamination ;

Considérant le caractère pathogène et contagieux du virus SARS-COV2 ; qu'en outre, une hausse des contaminations et un afflux massif de patients serait de nature à détériorer les capacités d'accueil du système médical départemental ;

Considérant l'évolution de la situation épidémique dans le département de l'Indre qui dépasse un taux d'incidence de 50 pour 100 000 habitants, le caractère actif de la propagation du virus SARS-COV2 et ses effets en termes de santé publique ;

Considérant qu'il appartient au préfet de prévenir les risques de propagation des infections par des mesures adaptées, nécessaires et proportionnées ;

Considérant Que le II de l'article 1^{er} du décret n°2020-1262 du 16 octobre 2020 susvisé, pris pour l'application de cette disposition, habilite le préfet de département, dans les cas où le port du masque n'est pas prescrit, à le rendre obligatoire lorsque les circonstances locales l'exigent, « sauf dans les locaux d'habitation » ;

Considérant Que le port du masque est de nature à limiter le risque de circulation du virus dans l'espace public caractérisé par une forte concentration de personnes ; qu'il y a lieu de le rendre obligatoire dans certains espaces publics où la fréquentation peut être importante ;

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture de l'Indre ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : Dans le département de l'Indre, à compter du 18 octobre 2020 et jusqu'au 14 novembre 2020, le port du masque est obligatoire pour les personnes de onze ans et plus circulant à pied :

- dans les marchés, foires et brocantes, aux jours et heures d'ouverture au public ;
- aux abords immédiats des entrées et sorties des établissements scolaires du département de l'Indre, aux heures d'entrée et de sortie de classe.

Article 2 : L'obligation de port du masque prévue par le présent arrêté ne s'applique pas aux personnes en situation de handicap munies d'un certificat médical justifiant de cette dérogation et qui mettent en œuvre les mesures sanitaires de nature à prévenir la propagation du virus.

Article 3 : Le masque doit couvrir totalement le nez et la bouche et peut être un masque grand public, un masque en tissus, un masque chirurgical ou jetable. Les masques

usagers doivent être jetés dans les corbeilles de collecte des déchets et ne doivent en aucun cas souiller l'espace public.

Article 4 : Toute infraction aux prescriptions du présent arrêté expose aux sanctions prévues par l'article L 3136-1 du code de la santé publique.

Article 5 : Le présent arrêté entre en application dès sa publication au recueil des actes administratifs.

Article 6 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours selon les voies et délais figurant en annexe.

Article 7 : Le Secrétaire général de la préfecture, les Sous-Préfètes des arrondissements d'Issoudun et de La Châtre ainsi que de Le Blanc, les Sous-Préfets de permanence, le Commandant du groupement de Gendarmerie départementale, le Directeur départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Indre.

Le Préfet,

Thierry BONNIER

ANNEXE

RECOURS	
Les recours suivants ne s'opposent pas à l'exécution de la décision.	
<u>RECOURS GRACIEUX</u>	<p>La demande argumentée est envoyée à la Préfecture :</p> <ul style="list-style-type: none">- soit par voie postale : <i>Préfecture de l'Indre, Place de la Victoire et des Alliés, CS 80583, 36018 Châteauroux cedex ;</i>- soit par voie électronique : pref-secretariat-cabinet@indre.gouv.fr. <p>Si la préfecture ne vous répond pas dans un délai de deux mois après l'envoi de la requête, celle-ci doit être considérée comme rejetée.</p>
<u>RECOURS HIÉRARCHIQUE</u>	<p>La demande argumentée est adressée au :</p> <p><i>Ministère de l'Intérieur, Hôtel de Beauvau, Place Beauvau, Paris 75008^e.</i></p>
<u>RECOURS CONTENTIEUX</u>	<p>La demande est transmise, dans un délai de deux mois à compter de la présente décision au Tribunal administratif de Limoges :</p> <ul style="list-style-type: none">- soit par voie postale au : <i>1 rue Vergniaud, 87 000 Limoges ;</i>- soit par voie électronique via le site « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet https://www.telerecours.fr .
<p><u>Remarque :</u></p> <p>Si vous introduisez un recours gracieux ou hiérarchique, puis éventuellement portez l'affaire devant le Tribunal administratif, le délai de deux mois à compter de la date de notification de la présente décision devra être respecté.</p> <p>Votre recours contentieux devra alors intervenir dans un délai de deux mois après la décision explicite ou implicite de l'administration.</p>	

DSC - Bureau de la Représentation de l'Etat et de la
Communication Interministérielle

36-2020-10-17-003

avis de l'ARS sur le projet d'arrêté portant diverses
mesures visant à renforcer la lutte contre la propagation au
virus COVID 19 dans l'Indre

Service émetteur : Direction Générale

Affaire suivie par : Christophe LUGNOT
Date : 17 octobre 2020

Monsieur le Directeur Général de
l'ARS Centre-Val de Loire

A Monsieur le Préfet de l'Indre

AVIS sur le projet d'arrêté portant diverses mesures visant à renforcer la lutte contre la propagation du virus Covid-19 dans l'Indre

Vu les indicateurs épidémiologiques publiés par Santé Publique France qui confirment une circulation active et de plus en plus intense du virus dans le département de l'Indre- (pour la semaine du mardi 6 au lundi 12 octobre 2020) :

- taux d'incidence de 59,90 / 100 000 habitants dans l'Indre, supérieur au seuil d'alerte (50 pour 100 000 hab.) et en forte hausse par rapport aux deux semaines précédentes (54,80 en semaine 41, 30,40 en semaine 40).
- Taux de positivité de 7,00 % dans l'Indre, en forte hausse par rapport aux deux semaines précédentes (6,40 % en semaine 41, 4,30 % en semaine 40).

vu les 114 signalements déclarés à l'ARS Centre-Val de Loire depuis le 1^{er} septembre 2020 dans le cadre d'activités sportives, dont 3 dans le département de l'Indre, qui témoignent des risques majeurs d'amplification de la circulation du virus et de transmission virale à la suite de pratiques sportives ; ces risques sont explicitement identifiés dans l'avis du Haut Conseil de la santé publique du 3 août 2020 qui mentionne les difficultés liées à la promiscuité forcée, les contacts directs entre les personnes, le partage d'objets et de surfaces tout comme les locaux clos et les locaux humides à fréquentation importante tels que les vestiaires ;

vu l'avis du Conseil scientifique du 22 septembre 2020 indiquant qu' « au niveau des jeunes, il semble qu'un des lieux de contamination important correspond aux fêtes étudiantes extra-universitaires et aux rencontres dans les bars/restaurants » ;

vu les difficultés à respecter les gestes barrières lors des moments de convivialité, notamment alcoolisés, dans les bars comme dans les espaces de restauration et débits de boissons temporaires, telles les buvettes ou lors d'apéritifs partagés ;

vu les analyses épidémiologiques réalisées lors de la gestion de clusters issus de rassemblements festifs, familiaux, qui témoignent des risques majeurs de diffusion rapide du virus à la suite de tels rassemblements, propices à une moindre application des gestes barrières ;

L'agence régionale de santé émet un avis très favorable au projet d'arrêté portant diverses mesures visant à renforcer la lutte contre la propagation du virus Covid-19 dans l'Indre.

Le Directeur Général de l'ARS
Centre-Val de Loire

Laurent HABERT

DSC - Bureau de la Représentation de l'Etat et de la
Communication Interministérielle

36-2020-10-17-002

portant obligation de renseigner un cahier de rappel dans
tous les bars et restaurants du département de l'Indre



PRÉFET DE L'INDRE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction des Services du Cabinet

Service interministériel de défense et de protection civile

THIERRY BONNIER

Châteauroux, le 17-10-2020

Préfet de l'Indre

*Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite*

ARRÊTÉ n° PORTANT OBLIGATION DE RENSEIGNER UN CAHIER DE RAPPEL DANS TOUS LES BARS ET RESTAURANTS DU DÉPARTEMENT DE L'INDRE

- Vu** Le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2212-1 et suivants, L 2215-1, L 3221-4 et L 3221-5 ;
- Vu** le Code de la santé publique, notamment ses articles L3131-12, L3131-13, L 3131-15, L 3131-17, L 3131-9 et L 3136-1 ;
- Vu** Le code de la sécurité intérieure ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu** Le décret n°2020-1257 du 14 octobre 2020 déclarant l'état d'urgence sanitaire ;
- Vu** Le décret n° 2020-1262 du 16 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;
- Vu** le décret du 24 octobre 2018 portant nomination de M. Thierry BONNIER, en qualité de Préfet de l'Indre ;
- Vu** le décret du 27 mars 2019 portant nomination de Monsieur HABERT en qualité de Directeur Général de l'agence régionale de santé Centre – Val de Loire ;
- Vu** L'avis du 17 octobre 2020 du Directeur général de l'ARS Centre- Val de Loire concernant la situation épidémiologique dans le département de l'Indre ;
- Considérant** Que l'Organisation Mondiale de la Santé a déclaré, le 30 janvier 2020, que l'émergence d'un nouveau coronavirus (Covid-19) constitue une urgence de santé publique de portée internationale ;
- Considérant** Le caractère actif de la propagation du virus SARS-Cov-2 sur le territoire national et les risques que la contraction de la maladie covid-19 pose pour la santé publique ;

Considérant que compte tenu de l'épidémie covid-19, l'état d'urgence sanitaire a été décrété à compter du 14 octobre 2020 ;

Considérant Que la loi du 9 juillet 2020 susvisée prévoit, en son article 1^{er}, d'une part, que le Premier ministre peut réglementer la circulation des personnes et réglementer l'ouverture au public, y compris les conditions d'accès et de présence, de certains établissements recevant du public et, d'autre part, qu'il peut habiliter les préfets à prendre toutes mesures générales ou individuelles d'application de cette réglementation ;

Considérant La nécessité de casser les chaînes de contamination ;

Considérant le caractère pathogène et contagieux du virus SARS-COV2 ; qu'en outre, une hausse des contaminations et un afflux massif de patients serait de nature à détériorer les capacités d'accueil du système médical départemental ;

Considérant l'évolution de la situation épidémique dans le département de l'Indre qui dépasse un taux d'incidence de 50 pour 100 000 habitants, le caractère actif de la propagation du virus SARS-COV2 et ses effets en termes de santé publique ;

Considérant qu'il appartient au préfet de prévenir les risques de propagation des infections par des mesures adaptées, nécessaires et proportionnées ;

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture de l'Indre ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : A compter du 18 octobre 2020 et jusqu'au 14 novembre 2020, les personnes accueillies dans les bars et restaurants renseignent sur un support spécifiquement prévu à cet effet leurs nom et prénom, ainsi que les informations permettant de les contacter. Ces informations sont conservées par le gérant de l'établissement pendant une durée de quinze jours avant d'être détruites, et ne peuvent être utilisées que pour la mise en œuvre du processus d'identification et de suivi des personnes ayant été en contact avec un cas confirmé de covid-19.

Article 2 : Toute infraction aux prescriptions du présent arrêté expose aux sanctions prévues par l'article L 3136-1 du code de la santé publique.

Article 3 : Le présent arrêté entre en application dès sa publication au recueil des actes administratifs.

Article 4 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours selon les voies et délais figurant en annexe.

Article 5 : Le Secrétaire général de la préfecture, les Sous-Préfètes des arrondissements d'Issoudun et de La Châtre ainsi que de Le Blanc, les Sous-Préfets de permanence,

le Commandant du groupement de Gendarmerie départementale, le Directeur départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Indre.

Le Préfet,



Thierry BONNIER

ANNEXE

RECOURS	
Les recours suivants ne s'opposent pas à l'exécution de la décision.	
<u>RECOURS GRACIEUX</u>	<p>La demande argumentée est envoyée à la Préfecture :</p> <ul style="list-style-type: none">- soit par voie postale : <i>Préfecture de l'Indre, Place de la Victoire et des Alliés, CS 80583, 36018 Châteauroux cedex ;</i>- soit par voie électronique : pref-secretariat-cabinet@indre.gouv.fr. <p>Si la préfecture ne vous répond pas dans un délai de deux mois après l'envoi de la requête, celle-ci doit être considérée comme rejetée.</p>
<u>RECOURS HIÉRARCHIQUE</u>	<p>La demande argumentée est adressée au :</p> <p><i>Ministère de l'Intérieur, Hôtel de Beauvau, Place Beauvau, Paris 75008°.</i></p>
<u>RECOURS CONTENTIEUX</u>	<p>La demande est transmise, dans un délai de deux mois à compter de la présente décision au Tribunal administratif de Limoges :</p> <ul style="list-style-type: none">- soit par voie postale au : <i>1 rue Vergniaud, 87 000 Limoges ;</i>- soit par voie électronique via le site « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet https://www.telerecours.fr .
<p><u>Remarque :</u></p> <p>Si vous introduisez un recours gracieux ou hiérarchique, puis éventuellement portez l'affaire devant le Tribunal administratif, le délai de deux mois à compter de la date de notification de la présente décision devra être respecté.</p> <p>Votre recours contentieux devra alors intervenir dans un délai de deux mois après la décision explicite ou implicite de l'administration.</p>	